

# TIMOR *clips*

n° 3 mars 1993

Bulletin d'information sur Timor Oriental

## UNE FARCE

Le 20 novembre 1992, les militaires indonésiens ont arrêté Xanana Gusmão, chef historique du mouvement de libération de Timor-Oriental. Ils n'ont pas permis à la Croix rouge et à Amnesty International de lui rendre visite en prison. Xanana n'a pas pu choisir librement un avocat, ses familiers étaient eux aussi en prison, un de ses compagnons de lutte est mort sous la torture.

Et voilà que, dans ces conditions, les militaires l'ont présenté à la télévision bredouillant, s'excusant du massacre de centaines de ses compatriotes, un an auparavant, par les mêmes troupes qui l'avaient arrêté! Lui, la victime, se présentait comme le coupable!

Il est bien évident que, par là, les dictateurs de Djakarta espéraient démontrer que la lutte de libération à Timor-Oriental n'avait pas de sens. Cependant, malgré les difficultés de communication avec ce petit pays, nous savons maintenant que la résistance armée, bien qu'affaiblie, continue d'exister, sous le commandement de Ma Huno, l'ancien compagnon de Xanana. Les partis indépendantistes de Timor-Oriental continuent de coopérer dans le même but au sein d'une structure de coordination commune. Certains prêtres catholiques ont osé répéter devant des journalistes de l'extérieur que le peuple est opposé à l'intégration en Indonésie.

Et l'incroyable s'est produit: l'avocat de Xanana, bien que nommé par le gouvernement indonésien, a déclaré que l'Indonésie n'a pas le droit de juger Xanana.

Les agissements de Djakarta ne sont évidemment qu'une farce criminelle. Nous ne savons pas ce qui s'est passé avec Xanana, pourquoi il a dit ce qu'il a dit. Nous savons par contre que nous ne pouvons pas le savoir: cet homme, qui a dirigé pendant 17 ans la lutte de son peuple, se voit nier les droits de défense les plus élémentaires, son jugement est truqué comme presque tout ce que touchent les hommes de Suharto, le peuple de Timor-Oriental ne peut pas s'exprimer librement sur son propre destin. Et il faut que cela cesse.

## LE BATON ET LA CAROTTE

L'Indonésie a profité de l'emprisonnement de Xanana Gusmão pour essayer d'abuser l'opinion internationale, ainsi que les Timorais, sur la situation à Timor-Oriental. D'un côté le sourire, de l'autre la torture, le gouvernement de Djakarta a, comme d'habitude, tenté d'amadouer et de briser ses opposants. Cependant, la persistance de la résistance et les couacs qui se sont produits au cours du procès apportent un cinglant démenti à l'image que la dictature de Suharto voudrait présenter au monde.

En effet, afin de démontrer sa prétendue bonne volonté, l'Indonésie a ouvert les frontières aux journalistes, à la Croix Rouge et à Amnesty Internationale pendant la première semaine du procès. Mais elle a aussitôt expulsé les professionnels de la presse et n'a pas permis à Amnesty International de pénétrer dans le tribunal.

En présentant un dirigeant de la guérilla apparemment brisé, Djakarta espérait démontrer que c'en était fini de la lutte pour la libération du territoire.

Le ministre Ali Alatas s'est même laissé aller à dire que son gouvernement avait commis des "erreurs" à Timor-Oriental. En fait, l'admettre ne lui coûtait rien. Sous le flot de paroles se cache facilement le vrai sens des mots; l'erreur pour le régime de Suharto a été de sous-estimer la résistance des Timorais à l'intégration, et, peut-être, de ne pas avoir frappé plus fort et plus vite.

En effet, dès l'emprisonnement de Xanana Gusmão, la répression s'est accentuée: des villageois ont été obligés de

boire du sang d'animaux pour démontrer leur allégeance au régime. Il s'agit, il est vrai, d'un rituel javanais, mais les Timorais ne l'apprécient guère.

Selon des sources citées par Tapol, des membres de la résistance ont été emmenés de force au devant des troupes qui pourchassaient les maquisards et plusieurs d'entre eux auraient été tués.

Les autorités indonésiennes présentent ces faits comme des victoires, mais ce ne sont, en vérité, que de nouvelles agressions.

Cette duplicité est permanente de la part de Djakarta. En effet, l'année dernière, les Indonésiens avaient promis de juger les responsables de la mort de centaines de Timorais au cours d'une manifestation pacifique. Ils l'ont fait à leur manière: en appliquant de lourdes peines à certains manifestants tout à fait pacifiques. Quant aux militaires qui ont tué, ils ont eu droit à des peines symboliques, deux ou trois ont été mutés et c'est tout...

Suite page 7

**SOS TIMOR  
FAIT LE BILAN**

**LES PRETRES DE DILI** page 6

**UN PROCES TRUQUE** page 3

**GENEVE: L'INDONESIE CONDAMNEE A L'ONU** page 8

## L'HEURE DU BILAN

L'heure du bilan est venue. S.O.S. Timor organise le 24 avril sa première réunion générale de réflexion. Vous trouverez sur cette page un extrait du rapport sur nos activités ainsi qu'un aperçu de nos comptes. Si vous voulez participer à notre assemblée faites-nous savoir votre intention. Vous pourrez aussi participer à notre dîner annuel. Nous vous ferons parvenir toutes les informations complémentaires dès que nous aurons reçu votre inscription.

La création du Comité SOS Timor en octobre 1991 avait comme objectif principal la diffusion d'information sur la situation à Timor Oriental. Le Comité a choisi deux orienta-

Lors de sa création, le Com-

responsables de l'aide au développement pour protester notamment contre le soutien que leurs pays prêtaient à l'Indonésie, par le canal du CGI, tout en passant sous silence la politique de répression et de génocide poursuivie par l'Indonésie à Timor Oriental, pour soutenir des étudiants arrêtés par la dictature de Djakarta, etc. Certains des ministres visés ont répondu individuellement aux lettres recues (ceux du Danemark, de l'Irlande, du Royaume Uni), s'engageant à soulever la question des droits de l'Homme lors de la réunion du CGI, à Paris.

Miguel a exposé les démarches qu'il lui semblait possible d'entreprendre dans le cadre juridique existant, assez étroit, de l'Accord de coopération avec les pays ASEAN. En réponse à une question qui lui a été posée, il a promis d'examiner les possibilités de co-financement par la Communauté d'un projet de développement à Timor qui serait présenté par une ONG (Oxfam) ayant de l'expérience dans ce domaine.

### LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Environ trois dizaines de mouvements soutenant la lutte du peuple timorais partout dans le monde se sont réunis à Amsterdam fin février pour coordonner leur stratégie. Tout en reconnaissant la situation difficile découlant de l'arrestation de Xanana Gusmão, ils ont souligné leur soutien au front uni de la résistance qui est maintenant dirigée par Mau Huno.

Les groupes de solidarité ont, par ailleurs, exprimé leur espoir que les conversations entre le Portugal et l'Indonésie qui se dérouleront en avril à Rome permettront de faire progresser la lutte du peuple de Timor-Oriental.

Ils ont souligné la nécessité que les représentants de la résistance de Timor-Oriental participent à ses négociations.

itions principales à son activité: d'une part, l'information et la mobilisation des secteurs de l'opinion publique belge particulièrement sensible aux questions des droits de l'Homme et des droits des peuples: et, d'autre part, l'information et des pressions sur les autorités belges, communautaires et internationales.

### Réunions et pétitions

En avril 1992, le Comité SOS Timor a organisé une conférence de presse dans une salle du Parlement européen, avec la participation de plusieurs réfugiés timorais, des témoins du massacre de Santa Cruz, un représentant de l'opposition indonésienne, ainsi que des députés européens qui se sentent concernés par la question de Timor.

Plusieurs autres réunions

ité SOS Timor, relayé par plusieurs ONG belges, a fait circuler une pétition qui a recueilli plus d'un millier de signatures, dont celles de plusieurs députés européens de différents groupes politiques, de sénateurs et de députés belges et d'autres personnalités politiques. Cette pétition a été remise au représentant des Nations Unies à Bruxelles, M. Salah Cherif, par une délégation constituée par des signataires.

Par après, SOS Timor a organisé plusieurs campagnes de lettres adressées aux ministres européens

### Contact avec la CE

SOS Timor a tenu plusieurs réunions avec des responsables politiques européens, notamment, le 9 décembre, avec un responsable du cabinet du commissaire Matutes. À la demande de SOS Timor et d'autres ONG belges

(Comité de Liaison des ONG pour le Développement auprès des Communautés, Mouvement Chrétien pour la Paix, Pax Christi International, Oxfam, Broederlijk Delen) nous avons été reçus par M. Ramon de Miguel. Les ONG ont exposé leurs préoccupations concernant la situation de Xanana Gusmão, dirigeant de la Résistance Timoraise qui venait d'être arrêté. M. Ramons de

### Manifestations et solidarité internationale

Le 1er juillet 92 et le 20 janvier 1993, des manifestations ont eu lieu respectivement devant les Représentations du Royaume-Uni et du Danemark, au moment où ces deux pays assumait la Présidence des Communautés. Lors de ces manifestations nous avons remis des lettres demandant la fermeté de la Présidence des Communautés pour faire respecter par l'Indonésie les droits de l'Homme à Timor. Nous avons rappelé les responsabilités des Communautés face à ce problème et le droit de Timor à l'autodétermination.

Il existe un vaste réseau d'organisations de solidarité avec le peuple de Timor un peu partout dans le monde. Elles se rencontrent chaque année dans un pays différents pour échanger des informations et des expériences et pour essayer de coordonner dans la mesure du possible leurs actions et campagnes. SOS Timor a été présent à la réunion de 1992 (Genève) et de 1993 (Amsterdam).

### REUNION DE S.O.S. TIMOR

**Si vous voulez participer à notre Assemblée et/ou notre dîner vous devez nous le signaler au plus vite. Vous trouverez un coupon sur les pages centrales**

### BILAN (en FB)

1,992	RECETTES				DÉPENSES					
	Cotisation	Dons	Subsides	Divers	Editions	Courrier	Représentation	Sessions	Banque	Divers
	39900	22285	30000	80	3808	5919	1000	4775	250	0
Total	92265				15752					
Solde	+ 76513									

Nos comptes en 1992. Le bénévolat intégral nous a permis une gestion largement "bénéficiaire".

# LES BOURREAUX SE VEULENT JUGES

*Xanana Gusmão traîné en justice par les envahisseurs indonésiens, dans un procès qui a tout d'une mise en scène à l'intention de la communauté internationale (l'Etat de droit, les droits de l'homme, l'ONU...) et, surtout, qui se veut être le coup de grâce assené à la Résistance timoraise et au peuple de Timor Oriental.*

Le jugement si attendu de Xanana Gusmão a commencé le 1er février. La salle (40 places) est, bien sûr, très petite, mais il le faut. Cette séance initiale se limite à la lecture de l'acte d'accusation, 40 pages en tout. L'ancien Commandant de la résistance timoraise est accusé de crimes relevant de cinq articles du code criminel indonésien: séparatisme et rébellion, conspiration, contumace et préméditation; la possession et l'usage d'armes à feu, crime passible de la peine de mort, n'est évoquée qu'à la fin de la lecture de l'acte d'accusation, comme un simple addendum.

La salle est plongée dans la consternation quand le prisonnier répond aux questions du tribunal concernant son identité. Nationalité? "Manatuto" (indonésien). Métier? "SPK" (membre d'une bande de troubleurs de la paix). Le verdict est annoncé pour le 20 ou 21 mars. La défense avait demandé cinq jours pour examiner le contenu de l'accusation, mais le juge n'en a accordé qu'un seul.

Quand les séances reprennent le mercredi 3, Sudjono, l'avocat de la défense commis d'office par les indonésiens, commence par mettre en doute la compétence du tribunal pour juger Xanana. Son argumentation repose sur deux moyens principaux: *primo*, la lutte pour l'indépendance de Timor Oriental avait déjà commencé quand, en 1975, Djakarta proclama Timor "la dix-septième province de l'Indonésie", Xanana ayant pris les armes en 1974, et *secundo*, la juridiction du tribunal de Dili n'avait jamais été reconnue par les guérillas de la Fretilin.

Les juges délibèrent et se prononcent: la réponse du tribunal à ce faux - et tout à

fait inattendu, du moins apparemment - contretemps provoqué par Sudjono sera lue le jeudi 11. Il s'agit en effet d'une mise en scène à des fins politiques, tant intérieures qu'internationales. Des observateurs internationaux présents lors du procès font observer que l'avocat pourrait avoir puisé son inspiration dans un livre mis en circulation peu de temps auparavant par le ministère des Affaires Etrangères indonésien, dont l'auteur serait Ali Alatas, le visage diplomatique des militaires, candidat malheureux au poste de secrétaire-général de l'ONU... L'Indonésie s'est donnée la peine d'offrir à la communauté internationale le "show-off" de l'ouverture et de la transparence de son pouvoir judiciaire, qui va même jusqu'à accepter de discuter des questions gênantes, telles que le statut international de Timor Oriental.

## L'Histoire,

## ça se fait ...

Pour sa part, l'accusation conteste l'argumentation de la défense. En 17 minutes, Ketut Swara, représentant l'accusation s'élançe avec volubilité dans des considérations sur le processus de décolonisation de Timor Oriental.

D'après lui, la légitimité de l'annexion de ce territoire sous administration portugaise par l'Indonésie découle de la fameuse Déclaration de Balibó, du 30 novembre 1975. Dans cette déclaration - sur laquelle la rumeur courrait à l'époque qu'elle aurait été écrite à Bali, en territoire indonésien et non à Balibó, Timor Oriental - des représentants de quatre partis politiques (UDT, Apodeti, Kota et le parti travailliste)

intégrant le MAC (Mouvement Anti-Communiste) et s'opposant à la Fretilin auraient demandé l'intervention de l'Indonésie.

Aujourd'hui, sur les 11 signataires du document, il ne reste que Francisco Lopes da Cruz, conseiller de Suharto, qui semble être d'accord avec ce qui y avait été proclamé et se montre satisfait des résultats. Quoi qu'il en soit, la thèse indonésienne soutient que la légitimité de l'invasion se fonde sur le nombre des partis (quatre contre un, la Fretilin) qui lui ont demandé d'intervenir...

Bien sûr, Sudjono a écouté et s'est tu. Sa mise en cause du tribunal ne saurait pas être acceptée.

Après l'audience, à l'hôtel où séjournaient les journalistes étrangers, il s'est montré indigné. Pour les journalistes portugais, Oscar Mascarenhas, du *Diário de Noticias*, reproduit les mots du défenseur commis d'office, qui affirme les avoir dit en privé au juge: "A quatre reprises l'accusateur a dit que Timor appartenait à l'Indonésie de facto et de jure. Comment peut-on dire qu'il y appartient de jure, si les Nations Unies n'ont pas encore tranché sur cette affaire?".

## Xanana

## fait un appel

## aux journalistes

Après l'ambiguïté de ses premières réponses devant le tribunal, Xanana Gusmão s'est montré tantôt décontracté, à l'aise, faisant signe aux journalistes que tout allait bien, faisant le "V" de la victoire ("J'espère que vous serez là pour assister à la fin

du procès", a-t-il dit aux journalistes), tantôt énigmatique, se couvrant le visage de ses mains. Ses attitudes contradictoires laissent toujours soupçonner qu'il est soumis à de mauvais traitements.

## La CE et l'ONU

D'ailleurs, après tant de voix partout dans le monde, qui s'indignent de la situation vécue à Timor Oriental, la Communauté Européenne a aussi fait entendre la sienne aux Nations Unies.

Le Président danois du Conseil des Communautés a affirmé à la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies que les Douze espèrent que tous les prisonniers détenus par l'Indonésie, "en incluant toutes les figures de l'opposition, comme Xanana Gusmão", seront traités avec humanité et dans le respect total de leurs droits. Intervenant sur les violations des droits de l'homme, il a exigé que les autorités indonésiennes "honorant leurs engagements et donnent une réponse complète" à la demande d'éclaircissement sur la situation des droits de l'homme dans leur territoire, ce que cette Commission des Nations Unies leur avait demandé de faire et qu'elles n'ont pas encore fait depuis la réunion de l'année passée.

Le Président de la Communauté Européenne a réaffirmé son soutien aux efforts du Secrétaire-général, Butros Butros-Ghali, ayant en vue de trouver une solution "juste, globale et internationalement acceptable" pour le problème de Timor Oriental "dans le total respect des intérêts et aspirations légitimes des Timorais, en accord avec les principes de la Charte des Nations Unies".

Carlos Leite

**SOUTENEZ S.O.S. TIMOR**

# Timor-oriental est-il exempté de droit international?

Depuis qu'en 1975 l'armée indonésienne, succédant au colonisateur portugais, a envahi Timor-Oriental, ce territoire subit le joug sanglant du régime de Djakarta. Cette violation du droit international ne trouble en rien les capitales étrangères avant tout préoccupées de commercer et d'investir dans un archipel où abonde une main-d'œuvre à très bon marché. C'est dans une solitude quasiment absolue que le peuple timorais continue de résister.

Dans le maquis depuis 1975, M. Xanana Gusmão, le chef de la résistance timoraise à l'occupation indonésienne, avait échappé pendant dix-sept ans à toutes les opérations militaires. C'est dans la capitale, Dili, qu'il a été capturé le 20 novembre dernier. De fréquents déplacements en ville étaient possibles grâce à des complicités, mais il a été dénoncé par un chauffeur de taxi, membre de la résistance clandestine, qui n'a pas résisté aux tortures. En même temps que M. Gusmão, ont été arrêtés des membres de sa famille, de la famille du propriétaire de la maison où il se trouvait, et beaucoup d'autres personnes. La pratique habituelle de la torture à Timor faisait craindre le pire, d'autant que les autorités indonésiennes ont rejeté la demande formulée par la Croix-Rouge internationale de rencontrer M. Gusmão.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1992, la télévision indonésienne diffusait une bande vidéo montrant M. Gusmão prenant le thé avec le gouverneur de Timor. Scène faussement banale : le dirigeant timorais demande pardon pour ses dix-sept ans de résistance, pardon aux familles des victimes du massacre du 12 novembre 1991, pardon aux militaires indonésiens qui ce jour-là avaient tiré sur la foule ! Il demande à ses compagnons d'armes de se rendre et aux Timorais en général de travailler au

développement de Timor-Oriental intégré dans l'Indonésie. Drogues ? Tortures ? Plus que les tortures dont il aurait lui-même été victime, les menaces et les mauvais traitements infligés aux personnes arrêtées en même temps que lui ont sans doute conduit M. Xanana à faire ces déclarations. « Un jeune homme de la famille où il était hébergé. Jorg e Araújo Serrano, aurait été torturé à mort, et deux femmes violées sous les yeux de leurs familles », dit Amnesty International. « Les faits nous enseignent que lorsqu'un prisonnier fait des affirmations de ce genre, c'est naturellement la conséquence de mauvais traitements, » répond l'évêque catholique de Timor-Oriental, Mgr Belo, lorsqu'un journaliste lui demande si M. Xanana Gusmão a changé d'opinion. Dans un entretien postérieur accordé dans les locaux de la police à un journaliste portugais, rencontre filmée et censurée par les Indonésiens, le chef nationaliste parvient, subtilement, à indiquer que la conversation avec le gouverneur ne reflète pas ces opinions.

Le général Syafei, commandant les troupes d'occupation, annonce de son côté que les résistants pourront se rendre avec leurs armes dans sept églises et que Mgr Belo s'associe à l'appel à la reddition. « C'est un tissu de mensonges, c'est la propagande des militaires »,

rétorque l'évêque. Certains observateurs s'empressent d'annoncer la fin de la résistance. Mgr Belo est plus circonspect : « Je ne peux pas vous le dire parce que Xanana, ce n'est pas toute la population. Xanana est un habitant de Timor. »

Cette histoire commence le 7 décembre 1975 : l'Indonésie lance alors ses parachutistes sur Dili, capitale de l'ancienne colonie portugaise, et fait débarquer ses troupes dans les autres villes côtières : quatre Timorais sur cinq fuient vers les montagnes. De 1977 à 1979, l'armée bombarde les zones qu'elle ne contrôle pas. Affamés, les survivants se rendent et la plupart sont regroupés dans des camps où beaucoup meurent de maladies.

## ♦ Travail politique clandestin

En 1980, l'Eglise catholique timoraise fait un recensement de la population, paroisse par paroisse. Les survivants sont 425 000 sur une population de 680 000 au moment de l'invasion. L'Eglise évalue le nombre des morts à plus de 200 000 en six ans d'occupation ; un Timorais sur trois.

D'abord contrainte de mener une guerre de position pour défendre la population

contre les envahisseurs, la résistance a été décimée par un ennemi plus nombreux et mieux équipé. Son premier chef, Nicolau Lobato, a été tué en 1979. M. Xanana Gusmão prend la relève et, en 1980, la résistance opte pour une tactique de guerre de guérilla. Ses actions sont suffisamment fortes en mars 1983 pour que le commandant militaire du Timor-Oriental, le colonel Purwanto, propose des pourparlers. M. Xanana Gusmão pose deux conditions : un cessez-le-feu doit être décrété et l'Indonésie devra informer le secrétaire général de l'ONU. C'est Mgr da Costa Lopes, chef de l'Eglise de Timor envoyé en exil, qui fera connaître l'information et les preuves, sous forme de photos montrant MM. Xanana Gusmão et Purwanto. Lorsque les pourparlers sont connus à l'ONU, le général Benjamin Murdani, nouveau chef de l'armée indonésienne, y met fin. Homme à poigne, il impose la solution de force.

Pour épargner la population, victime de représailles après chaque action de la guérilla, la résistance réduit ses opérations militaires et accentue le travail politique clandestin. La résistance active, jusqu'alors principalement liée au Front révolutionnaire pour un Timor-Est indépendant (FRETILIN), le plus puissant des trois partis politiques existant avant l'invasion, élargit sa base.

M. Xanana Gusmão abandonne le FRETILIN et les forces armées deviennent indépendantes de tout parti. Le maquis prend figure de symbole d'une résistance qui se manifeste de plus en plus pacifiquement dans les villes. Le chef nationaliste présente de nombreuses propositions de dialogue, toutes rejetées par Djakarta.

Le gouverneur de Timor-Oriental, M. Mário Carrascalão, attribue au manque d'emplois les protestations qui se multiplient. En 1988, il recommande une ouverture du territoire afin que les Timorais puissent chercher du travail en Indonésie. Mais l'ouverture permet aussi les visites de personnalités étrangères et les Timorais en profitent pour faire connaître leur situation : visite du pape en octobre 1989, de l'ambassadeur des Etats-Unis en janvier 1990, d'un représentant du Vatican en septembre 1990. Chaque fois, les manifestations sont suivies de représailles, mais les habitants se sentent confortés lorsque la presse internationale parle d'eux et rappelle au «monde libre» la nécessité d'une solution.

C'est dans cet esprit qu'ils préparent la visite que doivent effectuer en novembre 1991 des parlementaires portugais, visite proposée par M. Perez de Cuellar, alors secrétaire général de l'ONU.

A Timor tout est prêt. L'organisation de manifestations était connue de tous, y compris bien sûr des services de sécurité qui ont établi des listes de personnes à arrêter. Les risques, acceptés en échange d'une alerte à l'opinion internationale, vont se transformer en sacrifices inutiles. Le rapporteur spécial des Nations unies contre la torture, M. P. Kooijmans, et quelques journalistes entrés comme touristes pour couvrir la visite des parlementaires sont présents à Dili. Le 12 novembre 1991, à l'issue d'une messe célébrée à la mémoire d'un jeune

homme tué quinze jours plus tôt par les militaires indonésiens, un cortège se dirige vers le cimetière de Santa-Cruz pour déposer des fleurs et prier sur la tombe : il se transforme rapidement en manifestation en faveur de l'indépendance. Soldats et policiers s'approchent alors du cimetière et ouvrent le feu sur la foule.

♦ **Complicité des Etats**

**L** Le gouvernement indonésien parle de dix-neuf tués et rend les manifestants responsables de la tuerie. Mgr. Belo déclare que la fusillade a commencé sans provocation ni préavis et qu'un infirmier a, à lui seul, ramassé soixante-douze cadavres. La répression continue les jours suivants. Les informations recueillies ensuite à Dili ont permis d'établir la liste nominale de 271 tués, 250 disparus, 382 blessés et de centaines de personnes arrêtées.

Lorsque l'Indonésie envahit Timor, le Portugal fit appel aux Nations unies. En décembre 1975 et janvier 1978, le Conseil de sécurité adopta deux résolutions réaffirmant le "devoir inaliénable du peuple de Timor-Oriental à l'indépendance" et demandant à l'Indonésie "de retirer ses troupes sans délai". Mais, depuis, la communauté internationale s'est montrée plus préoccupée par ses intérêts stratégiques et commerciaux que par le sort du peuple timorais.

"Nous mourons comme peuple et comme nation", écrivait le 6 février 1989 l'évêque de Dili au secrétaire général de l'ONU à qui il demanda en vain, que les Nations unies organisent un référendum. M. Xanana Gusmão voulait secouer cette torpeur: "Notre action est indispensable, il est nécessaire de montrer au monde que derrière la complicité internationale un peuple est menacé, derrière le cynisme politique de beaucoup de gouvernements

démocratiques il y a un manque de respect intolérable pour les résolutions des résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU et du Conseil de sécurité. Nous allons nous battre pour la participation des Timorais au dialogue sous les auspices de l'ONU", écrivait-il quelques jours avant le massacre de Santa-Cruz. Même après cette tuerie, il rejetait l'idée d'un retour à la violence: "Nous ne devons pas le faire, nous ne pouvons pas le faire".

En février 1992, pour éviter une condamnation par la Commission des droits de l'homme, l'Indonésie s'engageait à améliorer le sort de la population, et notamment à libérer les Timorais qui n'ont pas usé de violence. Elle n'en fit rien. Des peines allant de cinq ans à la prison à perpétuité, ont été infligées à des Timorais accusés d'organiser des manifestations ou de transmettre des informations sur les violations des droits de l'homme.

Le secrétaire général a envoyé son représentant, M. Amos Wako à Dili après le massacre de 1991. Son rapport, que l'on dit "accablant" pour le régime indonésien, est resté dans le secret des tiroirs. Djakarta semble en tirer la conclusion qu'il peut agir en toute impunité.

Djakarta veut juger M. Xanana Gusmão. Selon la loi indonésienne, le chef de la résistance a mené des activités subversives et séparatistes et il est passible de la peine de mort. Puisque les Nations unies ne reconnaissent pas Timor-Oriental comme faisant partie de l'Indonésie, cette argumentation n'a aucune justification internationale. Au contraire, M. Xanana Gusmão et tous les autres Timorais qui luttent pour l'indépendance se battent pour un droit qui leur est reconnu par les Nations unies. En bonne logique, l'ONU et ses Etats membres devraient faire pression sur l'Indonésie pour qu'elle libère M. Xanana Gusmão. Son prestige et sa volonté de dialogue font de lui un interlocuteur précieux pour les conversations que M. Boutros-Ghali vient de relancer et auxquelles, selon les Nations unies, doivent participer toutes les parties concernées. L'attitude du secrétaire général et des gouvernements, alors que M. Xanana Gusmão est menacé d'un procès, sera un test de leur volonté d'obtenir la "solution juste, globale et internationalement acceptable" que tous prétendent rechercher.

Jean-Pierre Catry  
Monde diplomatique  
janvier 1993

**RENCONTRE SOS TIMOR**

**Oui, je veux participer**

a l'Assemblée de S.O.S. Timor le 24 avril 93

au dîner des amis de S.O.S. Timor qui se suit

je joins un chèque de 500 FB par personne

je verse 500 FB par personne au compte

**SOS TIMOR 210-0751861-66**

Nom:.....

Adresse:..... Tel:.....

Nombre de personnes:....

Pour nous contacter: BP 39 - 1040 BRUXELLES 42

Tel.: (02)234.74.04 \* (02)219.57.20 (le matin)

Jusqu'au 15 avril au plus tard

**TIMOR clips**

Si vous voulez soutenir S.O.S. TIMOR

Abonnez-vous à TIMOR clips 10 Numéros 200 Frs

Par virement au compte bancaire:

**SOS TIMOR 210-0751861-66**

(Mention : Timor clips)

## Les prêtres de Dili

"Le jugement de Xanana Gusmão est une comédie" - a déclaré Domingos Soares, prêtre timorais, à des journalistes portugais à Ermera dans les montagnes de Timor-Oriental.

Le gouvernement de Djakarta, a permis à un groupe de journalistes de suivre, pendant une courte semaine, le procès de Xanana Gusmão à Dili. Ils ont pu s'entretenir en cachette avec un représentant de la résistance et, sous la surveillance des fonctionnaires du régime, avec des prêtres catholiques et l'évêque de Dili.

Par le représentant de la résistance, ils ont pu savoir que la lutte armée continue. Par les prêtres, ils ont pu entrevoir la persistance de la résistance quotidienne du peuple.

L'évêque de Dili, Ximenes Belo, préconise aujourd'hui un statut d'autonomie pour Timor-Oriental, tout comme les hauts responsables de l'Eglise en général. Il paraît revenir sur sa position en faveur du référendum, exprimé dans une lettre au secrétaire général de l'ONU il y a quelques années.

Le prêtre Domingos Soares, quant à lui, continue d'affirmer que "ce que les gens veulent aujourd'hui, c'est ce que l'évêque a écrit". C'est à dire, le référendum.

## L'évêque de Dili parle aux journalistes

### "QU'ON NOUS LAISSE RESPIRER!"

**P - L'arrestation de Xanana Gusmão a représenté, pour l'Indonésie, une grande victoire. Le gouverneur de Timor-Oriental, Abílio Osório, s'est déclaré certain que, d'ici deux mois, Ma'Huno serait lui aussi en prison. Si cela devait arriver, serait-ce la fin de la Résistance?**

**R -** Je ne crois pas. Xanana n'est qu'un homme, rien de plus. Il se pourrait que la résistance armée s'arrête, mais ils faudrait encore beaucoup de temps pour que cesse la résistance psychologique, culturelle, du peuple en tant que peuple.

**P - Si je vous ai bien compris, vous voulez dire par là que, même si la guérilla cessait, on ne pourrait pas dire pour autant que la résistance a cessé sur le territoire?**

**R -** Non, pas aussi longtemps que le peuple existe. Le peuple gardera son identité, ses légendes, ses traditions, sa façon d'être.

**P - Les ministres des Affaires étrangères de l'Indonésie et du Portugal se rencontreront en avril, à Rome, sous l'égide de l'ONU. Que leur conseillerez-vous, si vous en aviez l'occasion?**

**R -** Qu'ils aboutissent à une conclusion. Il faut que chacun fasse des concessions, aussi bien l'Indonésie que le Portugal. Qu'ils cèdent quelque part. Je ne cesse pas de le répéter: il faut que le Portugal et l'Indonésie entretiennent de bonnes relations; et, une fois

cela acquis, que les timorais aient la paix. Pour ça, il faut que les deux parties fassent un effort.

**P - Quelle solution préconisez-vous pour Timor?**

**R -** Une région autonome. (...) J'ai lu ce qui a été écrit sur Macao. Ce serait quelque chose dans ce genre-là. Ou comme pour Porto Rico ....

**P - Une autonomie qui évoluerait vers l'indépendance, comme cela a été le cas pour Singapour?**

**R -** Pour le moment, il faudrait qu'on ait une certaine autonomie. Nous n'avons même pas ça...

**P - Etant donné la situation actuelle en Indonésie, le régime et les généraux seront-ils en mesure de faire une telle concession sans créer des précédents dangereux?**

**R -** Un article de la loi sur l'Intégration prévoyait pour Timor un statut spécial pour se développer plus tard. Si l'Indonésie veut se tirer d'affaire elle doit en venir à cette conclusion. Et ce ne serait pas trop mal pour les timorais de se sentir un tout petit peu libres, maîtres chez eux. [...]

**P - Pourquoi avez-vous laissé tomber l'idée "pure et dure" du référendum? N'était-ce pas là la solution la plus correcte et la plus juste du point de vue théorique?**

**R -** De ce point de vue, si. Mais je me permets de vous demander: comment le Portu-

gal a-t-il pris en compte ce référendum? Le président Mário Soares n'a même pas osé répondre à ma lettre. [L'évêque Ximenes Belo a adressé une lettre au président portugais et à l'Onu demandant un référendum pour Timor-Oriental]. Il n'a rien répondu. Cela veut dire que même le Portugal ne l'a pas envisagé. [...]

**P - Le Vatican a en ce moment une initiative en cours sur Timor-Oriental. Que suggèreriez-vous à ce propos?**

**R -** Je ne sais que dire. Je ne suis pas diplomate, je ne sais pas ce que dans les couloirs de la diplomatie l'ont est en train de concocter pour Timor. Je suggère chaque fois que le Vatican tienne compte de cette aspiration du peuple de Timor, d'être ce qu'il est. Mais, enfin, le monde est si compliqué que, parfois, le Vatican ne peut pas trouver de solution, compte tenu même de certains aspects de l'Eglise indonésienne et d'autres aspects diplomatiques.

**P - Vous est-il arrivé d'avoir peur? Une peur physique?**

**R -** Non, pas ça. Je sais qu'à la place que j'occupe, on risque de me trouver un jour ou l'autre avec une balle dans le corps, mais la peur de mourir, au point de ne plus pouvoir parler, me déplacer, non, je ne l'éprouve pas.

ADELINO GOMES  
Público, le 13 février 1993

## DES "REPENTIS" REPRENENT LE MAQUIS

"L'expérience de la douleur" conduit beaucoup de timorais à se convertir, selon Domingos Soares, prêtre catholique timorais. La situation de l'Eglise n'a jamais été aussi bonne, à ce qu'il paraît. Pour le prêtre Soares, cependant, même au sein de l'Eglise, on distingue deux lignes bien claires: celle des prêtres indonésiens et celle de tous les autres (...)

Il raconte que le peuple adopte les prêtres timorais, portugais et autres, qu'il en fait des gens "du pays", alors

que les prêtres et religieuses indonésiens sont considérés comme des "bapas", un mot tetum (langue de Timor) pour désigner les étrangers.

La situation est difficile. En décembre il y a eu une fusillade, dans la zone de Atolia, aux alentours de Ermera, lorsqu'un groupe de "repentis" a décidé de reprendre le maquis et les armes.

Le fait que l'action de la résistance se soit un peu calmée n'est pas un signe d'abandon, pour le prêtre Soares:

"Si une grande pierre se

pose sur une plante, que peut-elle faire, la pauvre plante?"

Domingos Soares ne cache pas son désaccord face au déménagement de sa ville, qu'on a déplacé du haut de la montagne vers une vallée insalubre et chaude, où un monument à la Pancasila (les cinq "commandements" du régime indonésien) est venu remplacer son église.

"On parle de nouvelles voies de communication. Mais l'aspect sanitaire ne plaît pas aux gens."

D'ailleurs, ajoute-t-il, le

peuple interprète le phénomène à sa façon; cette décision relèverait plus de considérations militaires que de soucis sociaux.

Dans la salle à côté, si proche qu'il ne risque de perdre aucun mot, un fonctionnaire chargé de rapporter tous les agissements des journalistes portugais est assis.

"Je ne peux me compromettre plus que je ne le suis" - dit-il, quand nous lui demandons si ses déclarations peuvent être rendues publiques.

Público, le 14 février 1993

## LE PARLEMENT EUROPEEN EXIGE LA LIBERATION DES PRISONNIERS

Le Parlement européen a approuvé, le 20 janvier, une résolution exigeant la libération immédiate de Xanana Gusmão, ainsi que celle de tous les autres prisonniers politiques timorais.

L'intergroupe parlementaire "Timor-Oriental" s'est adressé lui aussi aux autorités indonésiennes, par le biais d'une lettre signée par son président, Simone Weil. Voici le contenu de ce message:

Les députés du Parlement européen, membres de l'intergroupe "Timor-Oriental", préoccupés par le déroulement du procès de Monsieur Xanana Gusmão, en cours à Dili, s'adressent à vous afin de contester vivement sa légitimité au regard du droit international.

Le territoire de Timor-Oriental a été annexé le 17 juillet 1976 par l'Indonésie au mépris des normes de Droit international et des droits et

devoirs du Portugal, puissance administrante. L'acte d'annexion étant accompagné de violations des droits de l'homme et d'une politique d'assimilation forcée.

Cette annexion a été condamnée non seulement par l'Assemblée générale et le Conseil des pays non-alignés, dont vous assumez la présidence, l'Union Interparlementaire, l'Assemblée paritaire des pays ACP/CEE, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, ainsi que par d'autres nombreuses organisations internationales, parlementaires, politiques et religieuses.

Le Parlement Européen a plusieurs fois, à travers ses résolutions, condamné l'annexion du Timor-Oriental comme une violation du Droit international, notamment du droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance.

Les députés de

l'intergroupe considèrent que toute procédure de décolonisation de ce territoire doit être menée par la puissance administrante reconnue par l'Assemblée générale des Nations Unies, en accord avec le Secrétaire général de l'ONU, dont ils appuient les efforts de médiation, et en respectant les résolutions des Nations Unies.

Pour toutes ces raisons, les députés de l'intergroupe ne reconnaissent pas la légitimité des tribunaux indonésiens dans la poursuite et le jugement des prisonniers politiques timorais qui résistent contre l'occupation et l'annexion du territoire, et demandent leur libération immédiate.

Ces prisonniers politiques timorais ont donc, à nos yeux, la capacité et la possibilité de bénéficier de la protection diplomatique de la puissance administrante, le Portugal, et de la Communauté européenne.

### L'Indonésie critiquée par un rapport américain

Le rapport annuel du département d'Etat des EUA sur la situation des droits de l'homme dans le monde comporte une vaste analyse sur l'Indonésie se référant à plusieurs reprises à la situation à Timor-Oriental.

Le rapport indique qu'une attitude sans précédent a été prise, aux ordres de Suharto, à l'envers de six haut gradés de l'armée, ainsi que dix officiers et soldats. Treize civils timorais ont été également condamnés, dont la majorité à des "peines très dures", alors que les forces d'ordre de sécurité ont été l'objet de procès pour des infractions mineures.

S'agissant de la situation en Indonésie, le document affirme que les meurtres "extrajudiciaires" et les jugements sans défense appropriée des accusés se poursuivent. Persistent également la torture, les arrêts arbitraires, les restrictions aux droits d'expression et de presse, de réunion et d'association.

En ce qui concerne la situation à Timor-oriental, le rapport signale que le gouvernement indonésien a accepté une déclaration de la Commission de droits de l'homme de l'ONU proposant des mesures en vue d'éviter la torture, tout en indiquant que, jusqu'à présent, le gouvernement, outre qu'il n'a pas répondu aux recommandations, n'a pas permis un plus grand accès international au territoire.

Le rapport, cependant, indique que le nombre de comptes-rendus crédibles sur les civils tués pour des raisons politiques a décliné d'une façon importante depuis 1991, ce qui découle surtout de la diminution des opérations militaires en Aceh, Irian Jaya et Timor-Oriental. Sur ce point, cette "diminution substantielle du nombre des morts civils" découlerait de la révision de procédures à la suite du massacre de Dili. [...]

Diário de Notícias  
le 25 janvier 1993

## LE BATON ET LA CAROTTE

Suite de la 1ère page

Ils avaient promis, devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, de permettre l'entrée à Timor des organisations non gouvernementales. Mais ils n'ont pas tenu parole et, ce qui est plus grave encore, ont interdit à des ONG indonésiennes de coopérer avec l'étranger.

Malheureusement pour l'Indonésie, la résistance n'est pas morte. Elle a survécu aux manœuvres qui ont accompagné l'emprisonnement du dirigeant timorais.

En fait, les partis timorais sont même parvenus à aplanir les derniers obstacles à une bonne entente. Déchirés par les divergences (et les combats armés) apparues en 1975 au moment des négociations avec le Portugal, les deux plus grands partis (Fretilin et UDT) ont mis longtemps à s'entendre. Le processus de rapprochement

entre les deux grandes forces politiques timoraises a été le fruit des efforts d'un grand nombre de militants, dont Xanana Gusmão, qui est sorti du Fretilin pour créer un organe de coordination et dialogue, le Conseil National de la Résistance Maubère. Son représentant à l'extérieur, Ramos Horta, venu d'une autre formation plus petite (le Parti Travailiste), dirige maintenant, en concertation avec les autres dirigeants de partis, la stratégie "diplomatique" timoraise.

Et, ce qui est pire pour Djakarta, la résistance timoraise continue de se battre. Le 20 février, l'armée indonésienne annonçait la mort de deux guérilleros, dont une femme. Elle n'a pas révélé le nombre de morts du côté indonésien.

Et au procès même de Xanana, après l'expulsion des journalistes, deux témoins de

l'accusation ont lancé des cris contre l'Indonésie et pour l'indépendance de Timor-Oriental. Ils ont été déclarés "fous" par le tribunal. Le fait même que les autorités de Djakarta aient eu recours à des militants indépendantistes comme témoins à charge contre Xanana et que ces témoins se soient retournés contre l'Indonésie est un signe de plus du double jeu pratiqué par la dictature de Suharto. L'humiliation des personnes, le viol des consciences, l'enrôlement de force des Timorais n'apporte pas toujours les résultats escomptés.

L'existence d'une opposition politique à Djakarta dément l'argumentation indonésienne qui prétend sans le consulter - que le peuple de Timor souhaite l'intégration. L'Indonésie a envahi Timor-Oriental, l'Indonésie est une force d'occupation.

## TELEX

EUA : "WAIT AND SEE"

Le Secrétaire d'Etat désigné par Bill Clinton, Warren Christopher, a déclaré en janvier devant le Sénat américain, avant l'investiture du nouveau président, qu'il n'avait pas de solutions magiques pour Timor-Oriental.

Warren Christopher a admis, cependant, l'existence de graves problèmes en ce qui concerne le respect des droits de l'Homme sur le territoire. Les Etats-unis ne peuvent que "maintenir la pression diplomatique pour essayer d'obtenir une reconnaissance des graves problèmes qui existent depuis longtemps en matière de respect des droits de l'Homme" - a-t-il déclaré.

\*  
ONU ALTERNATIVE

Réunie du 19 au 24 janvier à la Haye, l'Organisation des peuples et des nations non représentés (UNPO), créée il y a deux ans, a accepté l'adhésion de treize nouveaux membres, dont Timor-Oriental, et décidé de se doter de deux nouveaux organes.

Ayant pour but d'aider ses adhérents (Etats, régions, enclaves ethniques ou minoritaires culturelles) "à exprimer leurs doléances et leurs besoins dans des forums légitimes", l'UNPO se présente volontiers comme une "ONU alternative". Elle va créer une "Cour" qui instruira les plaintes en matière de Droits de l'Homme et d'exercice du droit à l'autodétermination, et sera mandatée pour essayer de trancher d'éventuels conflits frontaliers.

\*  
FILM CANADIEN

Un film sur la "fabrication du consentement" et les positions du linguiste Noam Chomsky est sorti récemment dans les salles de cinémas en Amérique du Nord. La première partie du film fait le point sur la politique américaine concernant Timor-Oriental. Noam Chomsky a depuis toujours critiqué l'administration américaine pour son soutien discret à l'invasion de Timor par l'Indonésie.

## La marine de l'ex-RDA part en Indonésie

## L'ALLEMAGNE SORT DJAKARTA DE LA RADE

Une semaine seulement (...) après avoir refusé la vente de dix frégates et de dix sous-marins à Taiwan, le gouvernement allemand a donné son feu vert à un double contrat de fournitures militaires à l'Indonésie, a annoncé (...) le ministère de la Défense. Le premier prévoit le don de 39 navires de l'ancienne marine est-allemande, à charge, pour les Indonésiens, de les faire remettre en état ou moderniser dans les chantiers navals allemands. Quand au second, il porte sur la vente de trois nouveaux sous-marins conventionnels de type U-209, mais les contraintes budgétaires de Jakarta pourraient réduire la commande à un ou deux bâtiments.

(...)L'industrie navale allemande traverse (...) une crise grave et c'est précisément pour sauver du naufrage les chantiers de RFA (...) mais surtout de l'ex-RDA (Rostock), que les élus locaux du Schleswig-Holstein et de Basse-Saxe avaient plaidé pour un juteux contrat taiwanais estimé au total à 8 milliards de dollars, avant d'essayer, le 28 janvier, le refus du Conseil fédéral de sécurité

## REPRESAILLES

L'ouverture vers Taipei menaçait, il est vrai, de provoquer une crise politique majeure au sein d'une direction allemande partagée entre ses intérêts économiques et ses grands principes diplomatiques (essentiellement le souci de ménager la susceptibilité de la Chine, qui considère Taiwan comme une de ses provinces). Quelques mois plus tôt, la France s'était confrontée au même dilemme. En autorisant finalement la vente de 60 Mirage 2000 à Taipei, elle s'est exposée aux représailles de Pékin (...).

Déjà premier partenaire commercial de la Chine en Europe, l'Allemagne entend consolider cette position en exploitant les difficultés actuelles de Paris. L'Indonésie fournit, dans cette optique, une alternative séduisante pour calmer le ressentiment dans les chantiers navals allemands puisque les experts s'accordent à dire que Djakarta devrait au moins tripler sa flotte pour modifier les équilibres régionaux. Or, le cadeau de Bonn, composé d'avisos-escorteurs, de

dragueurs, de chasseurs de mines et de garde-côtes, viserait seulement à renforcer le rôle défensif d'une marine vétuste, dans des eaux où la piraterie fait ravage.

## NATUNA

Si les experts écartent donc toute idée de course aux armements en Indonésie, il est néanmoins intéressant de relever que ce pays est finalement parvenu, il y a peu, à conclure un accord avec la compagnie américaine EXXON pour l'exploitation de gisements de gaz sous-marins au large des îles Natuna. A 1100 km au nord de Djakarta, dans une zone que revendique le Vietnam, cette partie de la mer de Chine méridionale n'est pas très éloignée de l'archipel des Spratleys, enjeu d'un conflit territorial qui oppose six pays de la région (Chine, Taiwan, Vietnam, Philippines, Malaisie et Brunei) et qui apparaît désormais comme le principal point chaud de la région. Significativement, tous les Etats concernés ont entrepris de se réarmer massivement.

Philippe PAQUET  
La Libre Belgique,  
le 5 février 1993

## L'INDONESIE CONDAMNEE A GENEVE

La Commission des droits de l'Homme des Nations unies, à Genève a approuvé le 10 mars une résolution présentée par les douze Etats-membres de la Communauté Européenne exigeant la visite à Timor-Oriental des rapporteurs chargés des questions de la torture, des exécutions sommaires, des arrêts arbitraires et des gens disparus. La proposition exige aussi la publication du rapport de l'envoyé spécial Amos Wako, qui est resté secret depuis sa transmission en 1992 au Secrétaire-général des Nations unies. Pour la première fois les Etats-Unis ont voté une résolution condamnant l'Indonésie.

L'Indonésie devra donc répondre du non respect des engagements pris en 1992 au sein de la même enceinte, qui se réunit chaque année dans cette ville suisse.

Djakarta n'a pas ouvert le territoire aux organisations non gouvernementales et aux observateurs internationaux, elle n'a pas puni les responsables de la tuerie du cimetière de Santa Cruz, le 12 novembre 1991,

elle continue de ne pas respecter les droits de l'homme à Timor-Oriental.

D'ailleurs des rapports du Département d'Etat américain et une sous-commission de l'ONU ont relevé ses manquements au cours de l'année 1992.

Et à la réunion même, à Genève, les critiques ONG l'ont répété avec insistance.

Selon le journal portugais

"Público" le secrétaire général des Nations unies ne voudrait pas égarer l'Indonésie par la publication du rapport Wako, que l'on dit "accablant" pour Djakarta.

En effet, des négociations entre le Portugal et l'Indonésie devant reprendre en avril, Boutros-Ghali voudrait s'y prendre en douceur.

Maró Kaloyianis



## RESUME DES ACTIVITES DU COMITE SOS TIMOR

La création du Comité SOS Timor en octobre 1991 avait comme objectif principal la diffusion d'informations sur la situation à Timor oriental. Le Comité a choisi deux orientations à son activité: d'une part, l'information et la mobilisation des secteurs de l'opinion publique belge particulièrement sensible aux questions des droits de l'homme et des droits des peuples; et, d'autre part, des pressions sur les autorités belges, communautaires et internationales.

### 1. Timor Clips

Le Comité édite *Timor Clips*, bulletin d'information distribué aux adhérents et à des personnes qui ont participé à des actions du groupe (environ 800 destinataires). Il informe sur les principaux événements liés à la situation à Timor, ainsi que sur les activités du Comité et d'autres organisations de soutien à la cause du peuple timorais.

Après un premier essai (n° 0, novembre 1991), trois numéros ont ainsi été diffusés — n° 1, mars 1992; n° 2, novembre 1992; n°3-mars 1993.

### 2. Articles de presse

Les actions du Comité sont régulièrement communiquées à la presse qui, parfois, y fait référence (*Dimanche Matin, De Morgen, The Bulletin*). Dans d'autres cas, des articles écrits par des membres du Comité ont été publiés par certains journaux de circulation plus limitée (*Demain le monde, Gazette du personnel*, du Conseil des Communautés; *Dialogue*, journal du syndicat FFPE du Conseil C.E.; *Agora*, journal de l'Union syndicale des Communautés.; *Elo*, de la Communauté d'Emaüs)

### 3. Réunions d'information

- En avril 1992, le Comité SOS Timor a organisé une conférence de presse dans une salle du Parlement européen, avec la participation de plusieurs réfugiés timorais, des témoins du massacre de Santa Cruz, un représentant de l'opposition indonésienne, ainsi que des députés européens qui se sentent concernés par la question de Timor.

- Le 12 novembre 1992, au siège du CNCD (Centre national de coopération et de développement), a eu lieu une réunion d'information, à laquelle nous avons invité Liem Swei Liong, opposant indonésien exilé en Europe, bien connu par ses actions et ses écrits pour la défense des droits du peuple de Timor et d'autres peuples opprimés par le régime indonésien. Cette réunion s'adressait surtout à la presse belge et à des représentants des ONG liées à des problèmes de développement et de défense des droits de l'homme.

- D'autres réunions d'information et débats ont été réalisés, à l'aide du vidéo-reportage *In Cold Blood*, sur le massacre de novembre 1991:

- Centre du quartier Les Pléiades (W.- St Lambert), déc. 91 (env. 30 personnes);
- Salle de presse du Conseil des communautés, avril 91 (env. 50 personnes);
- Comité économique et social, juin 92 (env. 50 personnes);
- Communauté portugaise d'Emaüs, Bruxelles, janvier 93 (env. 50 personnes).

Une lettre a été envoyée à environ 20 associations portugaises en Belgique, leur proposant la réalisation de sessions d'information et de débats.

## 6. Manifestations

- Le 5 décembre 1991, manifestation devant la délégation de l'ONU lors de la remise de la pétition adressée au secrétaire général de l'ONU; participation d'environ 30 personnes.
- Le 1er juillet 1992, manifestation devant l'ambassade du Royaume-Uni, qui venait d'assumer la présidence des Communautés. Lors de la manifestation (environ 30 personnes), le Comité SOS Timor a remis à un fonctionnaire de l'ambassade une lettre adressée à l'ambassadeur, appelant au respect des principes approuvés par la résolution du Conseil des Communautés (28 novembre 1991) qui établit un lien étroit entre l'aide accordée par la Communauté et le respect des droits de l'homme dans les pays bénéficiaires. Il était également demandé que la Communauté prenne l'initiative de réexaminer ses relations avec l'Indonésie à la lumière de ce même principe.
- Le 20 janvier 1993 a eu lieu une manifestation devant la Représentation du Danemark, nouvelle présidence des Communautés (environ 30 personnes); nous avons remis une lettre demandant la fermeté de la présidence danoise des Communautés pour faire respecter par l'Indonésie les engagements que celle-ci avait pris dans le cadre de la Commission pour les droits de l'homme, à Genève, de permettre l'accès à Timor des ONG de défense des droits de l'homme et des observateurs indépendants.

## 7. Contacts avec d'autres organisations de solidarité

- Il existe un vaste réseau d'organisations de solidarité avec le peuple de Timor un peu partout dans le monde. Elles se rencontrent chaque année dans un pays différent pour échanger des informations et des expériences et pour essayer de coordonner dans la mesure du possible leurs actions et campagnes. SOS Timor était présent aux réunions de 1992 (Genève) et de 1993 (Amsterdam).
- Par ailleurs, nous maintenons des échanges de publications et des contacts fréquents avec d'autres ONG jouant un rôle important dans le développement du soutien à la cause de Timor: Tapol (Royaume-Uni), Comissão para os Direitos do Povo Maubere (Portugal), Mouvement chrétien pour la paix (Belgique), Broederlijk Delen (Belgique), Agir pour Timor (France), Amnesty International, East Timor Ireland Solidarity Campaign (Irlande), entre autres.

## 8. Organisation interne

Le groupe se réunit régulièrement une fois par mois; 7 à 8 personnes en moyenne y participent. (Ces réunions sont d'ailleurs ouvertes à tous ceux qui voudraient y venir). Lors de ces réunions des informations sur l'évolution de la question de Timor, ainsi que sur les activités d'autres groupes sont échangées et on y répartit les tâches en fonction des actions ou des campagnes en cours. Les tâches qui exigent une certaine continuité sont assumées par des personnes déterminées: les comptes (Teresa Mello Corrêa), le secrétariat et l'archivage des documents (Carlos Reis), la rédaction de *Timor Clips* (Manuel Resende), les contacts avec les ONG belges (Carla Goffi), les contacts avec la presse (Zé Lima), les contacts avec des organisations d'autres pays (Eugénia Monteiro), la coordination générale (José Carlos Marques).